

Points de mire



Les relations Russie-OTAN et le bouclier antimissile

Par Irakli Gelukashvili

Candidat au doctorat en science politique à l'UQAM

Les 20 et 21 mai 2012 à Chicago s'est tenu le sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Lors de ce sommet il a été annoncé que le système de défense antimissile balistique disposerait d'une capacité intérimaire, soit la première étape du développement du système antimissile décidé lors du sommet de Lisbonne en novembre 2010. Selon le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, ce système permettra à l'Alliance atlantique de se défendre contre les menaces provenant de l'extérieur de la zone euro-atlantique. Rasmussen a également ajouté que ce bouclier antimissile ne vise pas la Russie, mais envisage d'intercepter, le cas échéant, les missiles provenant de l'Iran.

Vladimir Poutine a surpris tout le monde en annonçant son absence au sommet du G8 à Camp David, tenu seulement quelques jours avant le sommet de l'OTAN, et en envoyant à sa place son premier ministre et ancien président, Dmitri Medvedev. Une réunion du Conseil OTAN-Russie n'était pas non plus prévue lors du sommet à Chicago. Selon des sources officielles russes, Poutine n'a pas pu assister à cette rencontre à cause de son agenda trop chargé après les élections présidentielles de mars 2012. Toutefois, on peut supposer qu'il s'agissait également d'un signal montrant son mécontentement vis-à-vis du bouclier antimissile. Il a ainsi remis en question le « redémarrage » des relations russo-américaines, souhaité par Barack Obama dès son arrivée au pouvoir. L'objectif de ce texte est de revenir sur le projet de bouclier anti-missile et sur son impact sur les relations Russie-OTAN.

Le projet de bouclier anti-missile

La guerre du Golfe (1990- 1991) a causé un virage dans la réflexion sur la sécurité américaine, en donnant plus de crédibilité à ceux qui prétendaient que les États-Unis ne sont pas protégés contre les attaques de missiles à longue portée. En fait, depuis la signature par Léonid Brejnev et Richard Nixon du Traité ABM (Anti-Ballistic Missile Treaty) en 1972, l'accent avait été mis plutôt sur les mesures de dissuasion au détriment des mesures plus actives. L'expérience de la guerre du Golfe, notamment les attaques de missiles balistiques irakiens, a démontré que la dissuasion pourrait ne pas être toujours efficace. Cette guerre a également montré que d'autres moyens de protection, tels que le régime mondial de non-prolifération d'armes nucléaires, la diplomatie, le renseignement, etc., sont insuffisants et doivent être renforcés par une capacité de défense plus active contre une éventuelle attaque par missiles. Dans ce contexte, un bouclier antimissile apparaît nécessaire.

En décembre 2001, George W. Bush annonce que les États-Unis vont se retirer du Traité ABM pour se lancer dans la

construction en Europe centrale d'un bouclier antimissile contre des missiles de longue portée. Dès le début de cette initiative, les États-Unis ont indiqué que leur objectif était de défendre non seulement les États-Unis, mais aussi leurs alliés européens contre les attaques de missiles provenant des « États voyous », faisant allusion à l'Iran et à la Corée du Nord. En juin 2002, les États-Unis abandonnent unilatéralement le Traité ABM et en décembre de la même année ils annoncent le déploiement d'intercepteurs terrestres et maritimes, ainsi que de radars à partir de 2004.

Le choix des pays pour placer ce bouclier (dix intercepteurs en Pologne et un radar en République tchèque) est stratégique car il se trouve ainsi assez prêt de l'Iran, l'un des lieux éventuels d'attaques par missile. Toutefois, il faut également souligner les raisons politiques derrière ce choix : la majorité des pays ouest-européens sont en désaccord avec la perception des Américains sur les menaces provenant de l'Iran et en conséquence sur l'implantation du système antimissile sur leur territoire. Il a donc été plus facile de négocier avec les pays d'Europe centrale, notamment avec la Pologne. L'ancien président Lech Kaczynski a toujours exprimé son soutien à un système de défense antimissile américain, soulignant que cela pourrait contribuer à la sécurité européenne.

La Russie se sent menacée

Selon les autorités russes, le bouclier antimissile constitue une menace car il bouleverse la stabilité stratégique et pourrait provoquer une nouvelle course aux armements. Les Russes seraient en effet contraints de répondre en ciblant l'Europe occidentale avec des missiles nucléaires balistiques de type SS-20 et en se retirant du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (1987). De plus, selon les Russes, Moscou n'a pas été suffisamment informé et consulté lors du lancement du projet de bouclier antimissile. Selon eux, les intercepteurs de défense peuvent être transformés en armes offensives avec un potentiel de première frappe contre la Russie. Enfin, les autorités russes accusent les Américains de ne pas respecter certains principes du droit international en prenant la décision de se retirer unilatéralement du Traité ABM. En juin 2007, lors du Sommet du G8 en Allemagne, le président Poutine propose aux Américains d'utiliser conjointement un radar russe situé en Azerbaïdjan, au lieu d'installer un système antimissile en Pologne et en République tchèque. Mais pour les Américains, ce radar pourrait seulement être envisagé comme un complément, et non comme une substitution.

Les Russes ont plusieurs raisons de se méfier des Américains. Notamment pour des raisons historiques, ils perçoivent l'installation du bouclier antimissile en Europe centrale comme une campagne visant à dégrader significativement la force de dissuasion nucléaire

stratégique russe. Les soupçons des dirigeants russes au sujet de l'OTAN sont en partie alimentés par une longue période durant laquelle les deux camps ont été ennemis. Il faut souligner que l'OTAN, avec ses réorientations de politiques depuis 1991, a grandement contribué aux soupçons russes. De plus, les Américains, sous George W. Bush, en réponse aux tentatives russes de rapprochement du début des années 2000, ont étendu leur influence dans l'ancien espace soviétique, en lançant notamment des campagnes d'élargissement de l'OTAN. Ils ont également soutenu les révolutions de couleurs dans certaines anciennes républiques soviétiques (Géorgie, Ukraine, Kirghizstan), minant un peu plus l'influence russe dans cette région. Dans ce contexte, le retrait unilatéral du traité ABM et le lancement du programme d'installation du bouclier antimissile en Europe centrale par les États-Unis sont perçus comme une nouvelle tentative pour accroître l'influence américaine dans l'espace postsoviétique.

Les Russes considèrent ainsi que le gouvernement américain exagère la menace iranienne et qu'avec le temps le nombre d'intercepteurs prévu va croître, créant ainsi un système de défense antimissile global. Cela va à terme conduire à un renforcement de la position hégémonique des États-Unis, l'OTAN étant vue comme une arme stratégique et politique aux mains des Américains pour accroître cette hégémonie.

Même si les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN tentent de considérer la Russie comme un partenaire dans la lutte contre les menaces provenant principalement de l'extérieur de l'Europe, la Russie semble être plus intéressée par l'amélioration de sa situation stratégique vis-à-vis de l'Alliance. Elle voit dans la proposition américaine de défense antimissile une occasion de diviser les alliés et de renforcer sa position vis-à-vis de l'OTAN. Confrontée à de graves difficultés liées à sa transformation dans le monde post Guerre froide, elle a gardé un sentiment d'humiliation lié au démantèlement de l'URSS. Cela la pousse à faire entendre sa voix sur la scène internationale, ce qui a des répercussions négatives sur ses relations avec les Occidentaux

Une relance de la course aux armements?

En septembre 2009, sous l'administration Obama, les États-Unis annoncent leur décision d'abandonner le projet de bouclier antimissile en le remplaçant par un système plus léger et plus souple, mieux adapté aux menaces actuelles. Selon eux, la raison principale de ce changement découle du fait que le programme iranien de missiles balistiques est moins développé que prévu. Toutefois, on peut évoquer aussi d'autres raisons, comme un coût financier élevé, une fiabilité douteuse, et l'hostilité des Russes à l'égard de ce projet. La question de la défense antimissile a toutefois très vite été à nouveau mise sur la table, l'annonce d'Obama apparaissant plutôt comme un moyen d'apaiser la Russie afin de relancer les relations russo-américaines et d'afficher publiquement une rupture avec la politique de George W. Bush. Ainsi, décidé lors du Sommet de Lisbonne en 2010, le bouclier antimissile doit être achevé en 2020. Il sera composé d'un radar situé en Turquie, d'intercepteurs

implantés en Pologne et en Roumanie, de missiles SM-3 déployés sur des frégates en Méditerranée et d'un système de contrôle commandé à partir de l'Allemagne. Quant aux coûts de ce déploiement, ils sont principalement assumés par les États-Unis, mais les membres de l'OTAN sont appelés à participer financièrement.

Considérant le fait que les Russes s'opposent farouchement à l'installation de ce bouclier antimissile, on peut craindre une inutile (et dangereuse) relance de la course aux armements, qui va perturber davantage le « redémarrage » des relations russo-américaines lancé par le président Obama. En effet, en mars dernier Dmitri Medvedev a annoncé que d'ici 2017-2018 la Russie devrait être prête à faire face à toute menace nucléaire potentielle. De son côté, le ministre de la défense russe, Anatoli Serdioukov, a déclaré avoir commencé à prendre les mesures nécessaires pour répondre adéquatement à la menace potentielle provenant du bouclier antimissile de l'OTAN. Cela pourrait également mettre un terme aux coopérations militaires entre les deux pays, comme l'a annoncé le ministre des affaires étrangères russe S. Lavrov. Il sera donc intéressant de voir comment vont évoluer les relations américano-russes après la visite du chef d'état-major américain, M. Dempsey, prévue à Moscou dans le cadre d'une rencontre avec son homologue russe en juillet 2012.

Conclusion

En somme, pour l'Alliance atlantique, l'implantation du bouclier antimissile en Europe centrale est avant toute une question qui relève des mesures adéquates à prendre pour assurer la pérennité de la sécurité de ses membres. Quant à la Russie, elle perçoit d'un œil extrêmement hostile cette initiative (comme celle de l'élargissement de l'OTAN) en la considérant comme une menace à sa propre sécurité nationale. Elle fait face à un dilemme : soit refuser de coopérer et être mise à l'écart, soit participer, mais en acceptant certaines conditions établies par l'OTAN.

On peut supposer que l'absence de progrès sur ce sujet est également due aux contextes nationaux en Russie et aux États-Unis, notamment en raison du lancement des campagnes électorales. Obama lui-même a d'ailleurs déclaré –déclaration qui a été rendue publique par accident– à Medvedev lors d'une rencontre à Séoul en mars 2012 qu'il aurait une plus grande marge de manœuvre après son éventuelle réélection. La flexibilité de Washington pourrait alors améliorer les relations russo-américaines.

Pour aller plus loin :

Gelukashvili, I., « Les relations entre la Russie et l'OTAN depuis la guerre russo-géorgienne : un partenariat possible », Points de mire, Vol 12, no. 7 (25 octobre 2011).

Hildreth, A. S. et Ek, C., « Long-Range Ballistic Missile Defense in Europe », Congressional Research Service, 23 Septembre 2009.

Lukyanov, F., « Russia and the United States: A Precarious Balance », Russia in Global Affairs, 21 juin 2012, [En ligne]: <http://eng.globalaffairs.ru/redcol/Russia-and-the-United-States-A-Precarious-Balance-15568>

OTAN, « Les dirigeants des pays alliés conviennent de mettre en place un système OTAN de défense antimissile », 20 Novembre 2010, [En ligne]: http://www.nato.int/cps/fr/SID-4E1C4797-CA9061B1/natolive/news_68439.htm